

Ukraine/ Biélorussie

L'une bouge, l'autre pas

Alors que le président ukrainien Viktor Iouchtchenko avait déclaré à la fin de la « révolution orange », en décembre 2004, que l'Ukraine était désormais non seulement indépendante mais libre, sa première année d'exercice du pouvoir l'aura contraint à relativiser ses propos. Le chef de l'État a dû se maintenir entre les pressions extérieures et les intrigues intérieures.

L'année a été marquée par des conflits de tous côtés : compétitions fratricides à l'intérieur du clan « orange », poussée des forces « revanchistes » de l'ancien régime, pressions de Moscou par le biais du domaine énergétique et du blocus des importations. Le sentiment d'enlèvement donné par un gouvernement qui s'annonçait comme celui du changement et de la réforme s'est articulé autour de trois moments majeurs : la chute du gouvernement de Ioulia Timochenko en septembre 2005, la crise énergétique au début de 2006, les élections parlementaires en mars de la même année.

Le temps des dissonances. L'état de grâce du nouveau pouvoir n'a pas duré longtemps : après quelques mois de réformes – sur la lancée des promesses faites à la population –, le gouvernement trébuche sur la question des privatisations. Un premier désaccord divise l'exécutif : le président souhaite que la « reprivatisation » des biens acquis sans transparence sous la présidence de Leonid Koutchma soit limitée et la liste rendue publique ; le Premier ministre désire plutôt entamer une lutte contre les oligarques choyés par l'ancien régime. À travers ce qui pourrait passer pour une querelle de méthode, c'est aussi une redistribution des pouvoirs financiers qui se joue. Les forces économiques qui ont soutenu la révolution orange – même si leur potentiel est incomparable à celui des oligarques de l'ancien régime – font maintenant partie de l'« entourage » du président et n'excluent pas de tirer avantage du retournement de situation.

Le scandale éclate le 2 septembre 2005, lorsqu'Alexandre Zinchenko, secrétaire d'État à la

présidence, démissionne en accusant de corruption plusieurs officiels de l'administration. Était-ce le but recherché ? L'attaque entraîne en tout cas une série de limogeages et de démissions plus ou moins volontaires : le secrétaire du Conseil de sécurité Petro Porochenko et le Premier ministre Ioulia Timochenko s'en vont et, à la suite de cette dernière, plusieurs ministres ainsi que le chef des services de Sécurité.

Le rapport de force qui s'instaure dominera la vie politique ukrainienne pour plusieurs mois. D'un côté Viktor Iouchtchenko nomme à la tête du nouveau gouvernement un gestionnaire, Iouri Ekhanourov, entouré de quelques ministres « orange » – comme celui de l'Intérieur, Iouri Loutsenko – et d'autres au profil plutôt technique.

Ce « divorce à l'italienne » entre les deux principaux leaders du mouvement démocratique – Ioulia Timochenko fera à plusieurs reprises des offres de service au président – ouvre pour les partis oligarchiques une brèche qu'ils sauront saisir. Viktor Ianoukovitch, leader du Parti des régions, revient sur le devant de la scène alors que l'on annonçait son éclipse au bénéfice du riche Renat Akhmetov, la première fortune du pays.

Viktor Iouchtchenko signe avec ce dernier, en septembre 2005, un « mémorandum » pour faciliter l'approbation par le Parlement de la candidature de Iouri Ekhanourov au poste de Premier ministre. En réalité, l'accord est plus vaste et sa portée symbolique dévastatrice pour la popularité du président comme pour le mouvement Notre Ukraine dont il est l'initiateur. L'accord entérine ce qui est déjà un fait : la lutte contre les malversations des hauts responsables du régime précédent – blanchiment d'argent, non-respect de l'intégrité territoriale, contributions aux fraudes – est appelée « répression politique » et un projet de loi d'« amnistie » est introduit.

La coalition introuvable. Cette configuration politique, dont l'ambiguïté est la caractéristique majeure, sera sanctionnée au moment des élections parlementaires de 2006 : si le Parti des régions arrive en tête avec quelque 32 % des suffrages, il n'est pas majoritaire et semble même se tasser par rapport aux scrutins et sondages précédents. Par contre, les électeurs assurent aux

deux branches du « pouvoir orange », désormais en froid, un score certes décevant (environ 22 % pour le Bloc de Ioulia Timochenko, 14 % pour Notre Ukraine), mais qui devait leur permettre d'obtenir une majorité relative, avec l'appui du Parti socialiste qui s'est allié à Timochenko dès avant le scrutin.

Les négociations pour former une « coalition » traînent en longueur et sont marquées par la défense des intérêts personnels et les chantages ; elles désespèrent la population, mais redonnent force au Parti des régions. La révision constitutionnelle, acceptée pour sortir de la crise à la fin 2004, change dorénavant la donne et place le pays sur la voie d'une république présidentielle : elle confère davantage de pouvoir au Parlement, le président conservant certaines de ses prérogatives, en particulier dans le domaine des Affaires étrangères et de la Défense ; le gouvernement doit être formé sur la base de la coalition parlementaire pouvant rassembler la majorité des sièges.

Une coalition « orange » parvient à se former après trois mois de tergiversations sur l'attribution des principaux postes le 22 juin 2006. Toutefois, quelques jours plus tard, le Parti des régions bloque violemment l'assemblée et fait monter les enchères auprès des députés hésitant à rejoindre ses rangs. Il contre-attaque en proposant une « coalition de crise » et en poussant aux premières places d'un nouveau gouvernement les membres les plus corrompus du précédent régime.

La démocratie pour les autres ? Bien que les leaders du mouvement démocratique se soient comportés de façon inattendue, souvent qualifiée de « non professionnelle », on ne saurait oublier pour autant les acquis de cette période.

Malgré une tentative de « restauration », les bases d'un État démocratique ont été posées. Viktor Iouchtchenko – souvent hésitant et enclin au compromis – s'est montré d'une grande fermeté sur certains principes : liberté d'expression, non-entrave du processus électoral démocratique, fin de l'utilisation systématique des ressources administratives, liberté d'association, appel à la réconciliation. La volonté de réforme reste importante, en particulier dans le domaine de la justice ou concernant la vente de la terre.

Le bilan économique n'est pas non plus aussi positif que la nouvelle direction des affaires pouvait le laisser espérer : de 12 % en 2004, le taux de croissance tombe à 3 % en 2005, la crainte de « reprivatisations » effrayent les investisseurs. Éléments démocratiques non négligeables, les ressources budgétaires sont renflouées par les impôts et la revente de l'aciérie de Krivorijsstal s'effectue dans la transparence. La population voit ses revenus augmenter sensiblement. L'Union européenne reconnaît à l'Ukraine le statut d'économie de marché, plusieurs lois indispensables pour une entrée dans l'OMC parviennent à être votées.

Paradoxalement, l'élan démocratique semble profiter davantage à la nouvelle opposition qu'à ses artisans. Pour échapper à la justice, les personnages les plus corrompus de l'ancien régime n'hésitent pas à soudoyer juges et cours de justice. Travaillant leur image de politiciens, puis placés en tête de liste du Parti des régions, ils se retrouvent députés au Parlement disposant de la précieuse immunité et ne respectant aucunement les règles démocratiques, sauf quand elles sont à leur avantage.

Les changements institutionnels qui s'imposent restent ainsi bloqués : la cour constitutionnelle ne peut être formée, mettant un frein, au moins provisoire, à toute possibilité de révision.

La Crimée contestée. Si le Kremlin semble rester en retrait durant cette période, il lui est aisé d'agir indirectement : en recueillant et honorant des oligarques « persécutés » ou en soutenant les revendications qui s'expriment à l'intérieur du pays, dans l'est et le sud en particulier : là, les nouveaux élus dans les assemblées régionales remettent à l'ordre du jour le russe comme langue d'État et refusent toute représentation aux formations qui ne sont pas de leur couleur. Moscou n'hésite pas à passer à un mode plus actif en envoyant des renforts à la population de la presqu'île pour tenir tête, par exemple, aux Tatars qui aspiraient à des postes de responsabilités au sein du Parlement.

La Douma russe vote de son côté en mai 2006 une question au gouvernement quant à la possibilité de rattacher la Crimée à la Fédération de Russie à l'occasion de l'expiration en 2007 du Traité sur la reconnaissance des frontières ukrainiennes dans leur état actuel.

C'est cependant autour de l'OTAN que se focalisent des actions qui contrarient les options de politique étrangère du pouvoir. Ainsi les exercices militaires « Sea Breeze 2006 » – qui associent l'Ukraine, les États-Unis et 17 autres pays – ont été l'occasion d'une démonstration anti-OTAN obligeant des soldats américains à plier bagage : ils étaient venus préparer des manœuvres qui se déroulent paisiblement depuis des années.

Une révolution de tous les espoirs. Dans cette confusion générale, c'est de Minsk qu'est revenu de façon inattendue le parfum de la révolution orange.

La mobilisation s'y est exprimée à l'approche de l'élection présidentielle du 19 mars 2006 : Alexandre Loukachenko y disputait un troisième mandat après avoir fait voter un amendement constitutionnel par un Parlement devenu potiche, placé les médias sous contrôle et harcelé l'opposition. Les interpellations, menaces et incarcérations, à l'encontre du mouvement démocratique et des ONG se sont multipliées au fur et à mesure que l'échéance approchait.

Plusieurs signes encourageants marquent pourtant la campagne électorale : trois candidats d'opposition parvinrent à rassembler les 100 000 signatures nécessaires à leur enregistrement avant de se regrouper autour d'une candidature commune, celle d'Alexandre Milinkevitch, protégé par ses contacts avec l'Ouest et sous-estimé aussi par le pouvoir de Loukachenko. Les opposants organisent leur campagne en faisant du porte-à-porte. Alexandre Milinkevitch réussit à organiser plusieurs rassemblements avant le scrutin et lance un appel aux responsables de l'Union européenne afin de soutenir la « révolution de l'espoir ».

Le lendemain du scrutin, Alexandre Loukachenko proclame sa victoire avec plus de 82 % des voix. Il est félicité à Moscou par le président Poutine et à Kiev par Viktor Ianoukovitch, tandis que l'Union européenne condamne le scrutin qui s'est déroulé dans des conditions irrégulières. Plusieurs milliers de Biélorusses se rassemblent durant plusieurs jours et la population, toutes générations confondues, se relaye autour des tentes – à l'image de la révolution orange.

Une charge de police anti-émeute mettra fin à ce sit-in (200 manifestants sont arrêtés) qui parvient pourtant à se recomposer quelques

jours plus tard, puis de nouveau le 26 avril, à l'occasion du 20^e anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl.

Quelle que soit la disproportion des rapports de force, ces événements comportent un signal important pour l'avenir de cette région ; ils marquent la sortie sur la scène internationale de la Biélorussie dont on avait tendance à penser qu'elle était prisonnière pour longtemps d'une dictature surréaliste et d'une zone de glaciation alignée de manière indéfectible sur le Kremlin.

Son appel au soutien de l'Europe a été entendu, relayé par les nouveaux entrants d'Europe centrale, tout comme sa dénonciation du régime dont elle est prisonnière et son aspiration à la démocratie. Dès lors, quelles que soient les gesticulations d'Alexandre Loukachenko – qui renouvelle ses liens avec la Corée du Nord –, la question de sa succession est posée à court ou moyen terme.

La situation ainsi créée accentue en tout cas l'éloignement entre l'actuel pouvoir en Russie et les gouvernements de la partie occidentale de l'ex-Union soviétique, contribuant à une ligne de partage politique et, pour l'instant, pacifique.

A. D.

Pour en savoir plus

- Lepesant, G. (dir.) (2005), *L'Ukraine dans la nouvelle Europe*, Paris, Éditions du CNRS.
- Sherr, J. (2006), *L'Étau ukrainien : entre la faiblesse intérieure et la dépendance extérieure*, « Russie.Nei.Visions », Ifri, mars, disponible sur <www.ifri.org>.
- Lynch, D. (dir.) (2005), *Changing Belarus*, « Chaillot Paper » n° 85, novembre, disponible sur <www.iss-eu.org/>.

Sites Internet

- Centre Razoumkov (Centre ukrainien d'études économiques et politiques) : <www.uceps.org>.
- Site de Taras Kuzio, politologue : <www.taraskuzio.net>.